

**Commission:** Conseil économique et social (ECOSOC)

**Question:** Le processus de démondialisation, les circuits courts et l'intégration régionale en Afrique seraient-ils favorables à la préservation de la planète et à un modèle économique moins prédateur et inéquitable ?

**Auteur:** Etats-Unis

En 2030, la mondialisation et l'ouverture des frontières laissent peu à peu place à des états se refermant sur eux-mêmes et à une organisation géopolitique penchant de plus en plus vers la démondialisation, les circuits courts et une intégration régionale renforcée (en Afrique par exemple). Pour les États-Unis, ces évolutions soulèvent des questions cruciales, que ce soit en matière de préservation environnementale et de justice économique, mais également en terme de compétitivité internationale et d'influence géopolitique.

L'un des principaux enjeux du processus de démondialisation est la redéfinition des chaînes d'approvisionnement mondiales. Les États-Unis, qui avaient autrefois soutenu la mondialisation pour renforcer leur influence et leur croissance économique, s'adaptent progressivement à une nouvelle donne mondiale. La montée des circuits courts (circuit de distribution dans lequel intervient maximum un intermédiaire entre le producteur et le consommateur) permet alors de réduire les distances et l'empreinte écologique afin de s'inscrire dans une logique de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de préservation des ressources naturelles.

De ce point de vue, les États-Unis reconnaissent que la promotion de circuits courts pourrait contribuer à la préservation de la planète, en encourageant les productions locales et régionales, les économies d'énergie sur le transport et la transformation des matières premières. De plus, ce modèle favorise grandement l'économie américaine, particulièrement face aux crises mondiales comme la pandémie de 2020, qui a fortement fragilisé les chaînes d'approvisionnement mondiales, en plus de mettre en lumière les failles de ce système. Toutefois, les États-Unis doivent aussi composer avec leurs propres intérêts économiques. Le protectionnisme grandissant observé sous les présidences démocrates de 2024 et 2028 et mené par Kamala Harris montre que l'économie américaine tend à s'orienter vers une production domestique bien plus importante qu'auparavant, et ce malgré le risque d'entraîner des conflits commerciaux, notamment avec des partenaires comme la Chine, et ainsi risquer d'aggraver une rivalité américano-chinoise déjà très tendue.

L'intégration régionale (processus consistant à surmonter d'un commun accord des obstacles politiques qui séparent les pays de leurs voisins) en Afrique, combinée à une stratégie de circuits courts, constitue un autre axe de réflexion et centre d'intérêt majeur pour les États-Unis. Cette intégration repose sur des initiatives telles que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), qui vise à créer un marché commun pour stimuler la croissance économique africaine et réduire la dépendance aux importations. Les États-Unis, traditionnellement impliqués en Afrique pour des raisons stratégiques, notamment dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et le soutien au développement, surveillent de près ces dynamiques.

Du point de vue américain, l'intégration régionale en Afrique pourrait potentiellement réduire la dépendance du continent aux puissances extérieures, tout en soutenant des modèles économiques plus durables et plus écologiques. La démondialisation en Afrique permettrait alors de mieux organiser les ressources naturelles et de promouvoir des pratiques agricoles et industrielles plus respectueuses de l'environnement. Cependant, les États-Unis s'interrogent sur la capacité de l'Afrique à atteindre une véritable autosuffisance agricole et économique, tout en restant compétitive dans le contexte mondial. De plus, bien que cette approche puisse contribuer à réduire les inégalités au sein du continent, les États-Unis craignent que cela n'entraîne également une perte d'influence économique et politique dans certaines régions. L'Afrique, historiquement perçue comme une terre d'opportunités commerciales, devient progressivement un acteur plus indépendant, notamment à travers des partenariats avec d'autres

grandes puissances comme la Chine, et potentiellement un créateur de nouvelles rivalités sur le plan international.

En conclusion, les États-Unis reconnaissent que la démondialisation, les circuits courts, et l'intégration régionale en Afrique représentent des opportunités pour promouvoir un modèle économique moins prédateur et plus respectueux de l'environnement. Cependant, ces processus doivent être accompagnés d'une coordination internationale pour éviter les déséquilibres économiques. Pour les États-Unis, cela implique de trouver un équilibre entre le soutien à ces initiatives, tout en préservant leur propre compétitivité économique et leur rôle de leadership mondial.

Dans le cadre de leur politique économique ultra-protectionniste, telle que menée sous la présidence de Kamala Harris, les États-Unis voient dans ces évolutions une opportunité de redéfinir leur rôle dans l'économie mondiale. Toutefois, la transition vers un modèle plus régional et plus équitable nécessite des ajustements économiques significatifs, tant sur le plan national qu'international, et devra s'accompagner d'une gestion prudente des relations inter-étatiques, notamment vis-à-vis du rival chinois et de l'Afrique.